

Faits marquants de la CdP 14 à la CLD

Lundi 9 septembre 2019

La cérémonie d'ouverture des deux journées consacrées au Segment de haut niveau de cette CdP 14 s'est déroulée dans la matinée. Après les allocutions inaugurales des hauts représentants des Nations Unies et des Chefs d'État de l'Inde et de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, les ministres représentants des groupes régionaux ont livré leurs déclarations spéciales.

L'après-midi a été consacré à trois tables rondes ministérielles sur les thèmes suivants : les terres, le climat et les énergies renouvelables ; les communautés urbaines et rurales – « Echouer ou s'épanouir ensemble » ; et promouvoir un mouvement mondial pour la restauration des écosystèmes.

Parallèlement aux tables rondes, les négociations se sont poursuivies dans les groupes de contact sur les textes des projets de décisions relatives au budget et aux cadres de divulgation des politiques.

Parmi les autres événements de la journée, on peut citer un dialogue avec l'Administrateur du PNUD Achim Steiner à propos des liens entre changements climatiques et développement humain, un petit déjeuner de travail sur la Grande barrière verte pour l'initiative Sahel, et un déjeuner de haut niveau consacré au Sommet des Nations Unies sur le climat.

Ouverture du segment de haut niveau

Le Ministre indien de l'environnement, des forêts et des changements climatiques et Président de la CdP 14, Prakash Javadekar, a ouvert la session. Il a évoqué le leadership de l'Inde dans la gestion environnementale et foncière, et a mis en exergue : la réalisation à 50% de la cible 2030 de production de 175 gigawatts d'électricité à partir d'énergies renouvelables ; la levée d'un impôt sur la production de charbon dont le produit est destiné à l'action climatique ; et la restauration de près de 15 000 kilomètres carrés de terres dégradées en cinq ans. Il a assuré l'engagement de l'Inde à appliquer sa Présidence de la CdP à inverser les contributions négatives des activités humaines à la dégradation des terres.

Ibrahim Thiaw, Secrétaire exécutif de la CLD, a rappelé aux délégués l'objectif commun de créer une société sûre, prospère et équitable pour tout enfant venu au monde aujourd'hui. Il a souligné que les investissements dans la transition vers une utilisation durable des terres alimentent plusieurs cycles vertueux, et a mis en exergue les avantages découlant des actions fondées sur le principe d'égalité de genre, des partenariats public-privé et de la collaboration multipartite.

Amina Mohammed, Secrétaire générale adjointe des Nations Unies, a réfléchi aux conséquences d'un éventuel échec des Conventions de Rio à remplir pleinement leurs missions. Elle a appelé à une collaboration plus poussée au sein du système des Nations Unies, à déployer et investir sagement les ressources disponibles, et à amplifier l'ambition collective, afin de générer des solutions qui « permettent aux peuples de s'épanouir, et non simplement de survivre ».

Soulignant la réussite de plusieurs politiques environnementales nationales, le Premier ministre indien, Narendra Modi, a annoncé que son gouvernement entend soutenir, entre autres :

- une initiative de Coopération Sud-Sud renforcée pour partager les expériences que l'Inde a pu tirer de ses stratégies de gestion durable et rentable des terres ; et
- un « Programme mondial d'action pour l'eau », visant à maximiser les synergies à travers une gestion holistique des terres et de l'eau.

Ralph Gonsalves, Premier ministre de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, a félicité l'Inde pour son leadership et sa capacité à organiser une « CdP fondatrice et porteuse de changement » et, soulignant la vulnérabilité des petits États insulaires en développement, il a appelé à doter la CLD de ressources suffisantes pour réaffirmer le rôle central de la restauration des terres dans l'atténuation des changements climatiques et la résilience.

Zhang Jianlong, Ministre chinois des forêts d'État et de l'administration des pâturages, et Président de la CdP 13, a évoqué une série d'activités nationales et intergouvernementales menées à bien depuis la dernière CdP.

La Palestine, au nom du G77/CHINE, a souligné que la lutte contre la désertification a de profonds impacts en matière d'éradication de la pauvreté et de la faim, des conflits autour des ressources et des inégalités, et stimule le développement économique, et a par ailleurs appelé à partager les meilleures pratiques et les sources adéquates de financement.

La Finlande, au nom de l'UE, a déclaré qu'il est impératif d'élever le profil de la CLD et a souligné le besoin d'utiliser l'élan accumulé dernièrement pour renforcer la collaboration entre toutes les parties prenantes, y compris les Conventions de Rio.

Le Niger, au nom du GROUPE AFRICAINE, a appelé à mettre en place au niveau mondial un indicateur commun relatif à la sécheresse, et a plaidé pour un engagement global à accroître les soutiens pour cet objectif stratégique, notamment en améliorant les systèmes d'alerte précoce et la préparation et la capacité de riposte aux catastrophes.

Les Îles Fidji, au nom du GROUPE ASIE-PACIFIQUE, ont mis en lumière le besoin de prendre des mesures audacieuses pour satisfaire aux ambitions de la Convention et de se focaliser sur les changements réellement susceptibles de créer un environnement propice à la gestion durable des terres (GDT).

Saint-Vincent-et-les-Grenadines, au nom du GRULAC, a appelé à accorder une attention particulière au renforcement institutionnalisés des capacités en vertu de la Convention. Le délégué a noté que le concept de neutralité en matière de dégradation des terres (NDT) doit être affiné d'un point de vue méthodologique et conceptuel afin de pouvoir éclairer les processus nationaux d'établissement de rapports.

Malte, au nom de la REGION MEDITERRANÉE DU NORD, a mis en exergue l'importance de donner priorité aux actions qui créent des opportunités d'emplois verts et de renforcer les synergies entre les Conventions de Rio.

L'Égypte, au nom du GROUPE ARABE, a identifié l'absence d'un organe de liaison entre le Secrétariat de la CLD, les entités nationales et les centres régionaux comme un obstacle à la mise en œuvre du Cadre stratégique de la CLD.

L'organisation Environnement et développement du Tiers-Monde (ENDA), au nom des OSC, a souligné l'importance des initiatives communautaires ainsi que celle des principes d'équité, d'inclusion et de durabilité, et a affirmé que la sécurité foncière est essentielle à la réalisation de la NDT.

Tables rondes ministérielles

Les terres, le climat et les énergies renouvelables : Le Président Ralph Gonsalves, Premier ministre de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, a souhaité la bienvenue aux ministres et délégués. Le Facilitateur Guðmundur Ingi Guðbrandsson, Ministre islandais de l'environnement et des ressources naturelles, a identifié les terres comme le fil conducteur de la mise en œuvre des Conventions de Rio. Ovais Sarmad, Secrétaire-exécutif adjoint de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements

climatiques (CCNUCC), a ajouté que les récents rapports du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) contribuent à établir un point de départ pour l'action collective.

Achim Steiner, Administrateur du PNUD, a souligné la nécessité d'opérer une transformation économique fondamentale et de repenser les cadres politiques, y compris ceux relatifs aux politiques fiscales, aux subventions et aux modes de consommation et de production. Il a expliqué qu'une transition précoce pourrait contribuer à atteindre plusieurs cibles d'ODD en réduisant les pressions sur les terres et en diminuant les émissions de CO₂, entre autres avantages.

Hoeseung Lee, Président du GIEC, a appelé au déploiement des technologies et des financements ainsi qu'à accroître l'investissement dans des modèles économiques sobres en carbone et dans l'efficacité énergétique.

Dans la discussion qui a suivi, les intervenants ont évoqué les impacts des changements climatiques dans leurs pays, notamment : la baisse des ressources en eau et les augmentations correspondantes des prix de l'eau et des maladies transmises par l'eau ; une hausse dans la fréquence et dans l'intensité des événements climatiques extrêmes ; et une plus grande exposition des zones côtières vulnérables aux inondations dues à la marée.

D'autres ont évoqué les effets négatifs mais aussi positifs des changements climatiques sur la sécurité énergétique. Certains ont signalé des capacités réduites à générer de l'énergie hydroélectrique en raison de la baisse du flux des cours d'eau, et d'autres ont mis en exergue l'utilité des biocarburants et de la cogénération pour parvenir à une utilisation plus propre et plus efficace de l'énergie.

Des intervenants ont mis en lumière quelques co-avantages pour la mise en œuvre de la CLD, par exemple les liens entre reboisement, NDT, conservation de la biodiversité, et atténuation et adaptation aux changements climatiques. Ils ont également évoqué leurs contributions déterminées au niveau national dans le cadre de l'Accord de Paris, et certains pays ont mis en avant la volonté de partager leur expertise en matière de projets de développement des énergies renouvelables et d'investissements responsables, entre autres.

D'autres stratégies nationales mises en avant comportaient une utilisation de modèles politiques intelligents combinant des systèmes agricoles et solaires, et le développement des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (VGGT).

Les discussions ont également permis de décrire les stratégies de mobilisation des ressources du Fonds vert pour le climat et autres, qui visent à combler le fossé de 300 milliards USD dans le financement de la GDT, notamment en : fournissant des financements en capital aux petites et moyennes entreprises engagées dans des pratiques de GDT ; et en « supprimant le caractère risqué » des projets de GDT qui cherchent à obtenir des crédits de réductions certifiées d'émissions.

Communautés urbaines et rurales – « Échouer ou s'épanouir ensemble » : Cette table ronde était présidée par Ana Cristina Quirós, Ministre adjointe de l'agriculture et de l'élevage de Costa Rica, et modérée par Almoustapha Garba, Ministre nigérien de l'environnement, de la sécurité urbaine et du développement durable.

Dans sa présentation, Josefa Leonel Correia Sacko, Commissaire de l'Union africaine à l'économie rurale et à l'agriculture, a mis en exergue les droits des femmes en matière d'accès aux terres dans les zones rurales.

Naoko Ishii, Présidente et Directrice générale du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), a appelé à reconfigurer la planification territoriale pour inclure les communautés locales. Dans une allocution vidéo, Maimunah Mohd Sharif, Directrice exécutive d'ONU-HABITAT, a présenté des outils de planification rurale et urbaine intégrée.

Dans la discussion qui a suivi, les participants ont reconnu l'importance des liens et de la coopération entre les zones rurales et urbaines, en notant que cela crée des opportunités économiques et optimise la planification de l'utilisation des sols. Ils ont signalé des opportunités en matière de GDT à travers : le développement d'activités économiques circulaires ; le renforcement de la résilience par le biais d'une meilleure gestion foncière ; et la présence des opportunités d'emplois verts.

Le décalage qui se creuse entre des populations urbaines en croissance rapide et le lent développement des infrastructures urbaines a été mis en avant comme une contrainte majeure et une cause de pollution, ainsi que comme un moteur de destruction des zones humides et des zones vertes. La discussion a également porté sur les stratégies visant à atténuer les impacts négatifs des résidents urbains et ruraux sur les écosystèmes et les ressources, notamment à travers le renforcement des actions et des mesures

destinées à gérer les épisodes graves de sécheresse et à réduire le gaspillage alimentaire à travers des modes de consommation et de production durables.

Des défis spécifiques aux zones rurales ont été cités lors des discussions, notamment les vulnérabilités découlant de la culture d'espèces non natives, l'utilisation de produits chimiques, et les infrastructures non durables. Les participants ont appelé à mettre en place : des campagnes d'éducation et de sensibilisation ; un plan intégral de restauration des terres, des plans d'eau et des forêts pour redynamiser les zones rurales ; un développement de villes de taille moyenne pour stimuler l'emploi et l'entrepreneuriat ; et des initiatives visant à préserver les identités rurales.

Promouvoir un mouvement mondial pour la restauration des écosystèmes : Le Président Nestor Batio Bassiere, Ministre de l'environnement, de l'économie verte et des changements climatiques du Burkina Faso, a suggéré de suivre l'exemple de Yacouba Sawadogo, son compatriote de 80 ans qui a reçu le Prix Nobel alternatif pour avoir transformé des terres arides en paysages forestiers, aidant ainsi à réduire la faim au Burkina Faso et au Niger.

Inger Anderson, Directrice exécutive du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), a comparé notre vie sur Terre à « la vie dans une maison sur pilotis en utilisant les piliers de bois pour faire du feu ». Elle a mis la CdP au défi : d'employer la prochaine décennie à opérer des changements économiques et de planification territoriale drastiques ; d'utiliser le potentiel inexploité des pratiques restauratrices ; de trouver les ressources nécessaires à travers des solutions financières novatrices ; et de prendre au sérieux la responsabilité de promouvoir la sécurité alimentaire, la sécurité de la ressource en eau et la résilience.

Le Co-Président Mahendra Reddy, Ministre fidjien de l'agriculture, du développement rural et maritime, des cours d'eau et de l'environnement, a mis les participants au défi d'examiner la portée du niveau d'ambition choisi par leurs pays dans les efforts de restauration, et de se pencher sur la façon de sécuriser les nombreux avantages de la restauration et d'assurer que celle-ci devienne un véritable mode de vie.

Dans la discussion qui a suivi, les intervenants ont mis en lumière divers facteurs contribuant à stimuler et à amplifier les initiatives de restauration des écosystèmes, notamment par : une gestion scientifique judicieuse, à travers des approches réactives en matière d'écosystèmes ; la promotion de politiques qui mobilisent les sociétés dans leur ensemble pour lutter contre la DDTs ; l'innovation institutionnelle ; la participation de tous les acteurs, y compris le secteur privé ; la promotion de la coopération Sud-Sud ; et la garantie de l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes. Un participant a averti que les approches réactives en termes de genre doivent dépasser la simple participation des femmes aux projets et imposer : des analyses minutieuses et la collecte de données désagrégées, l'échange des acquis en matière de bonnes pratiques, et le dialogue entre hommes et femmes.

Concernant la sécurisation des nombreux avantages de la restauration des écosystèmes, plusieurs Parties ont évoqué : le fait d'assurer la synergie des différents panels scientifiques au sein des trois Conventions ; les avantages carbone découlant de la restauration et de la réhabilitation ; et la consultation des chercheurs et des détenteurs de savoirs pertinents pour éviter d'exacerber la dégradation des terres, notamment au sujet des espèces de plantes inappropriées ou des espèces invasives.

De nombreux exemples de restauration d'écosystèmes ont été cités, notamment : des législations développées pour prévenir la dégradation des terres ; l'interdiction de l'exploitation du bois dans les forêts naturelles ; la promotion des régimes fonciers équitables ; et la promotion du partage de savoirs pour soutenir la régénération menée par les agriculteurs.

Dans les couloirs

Avec la venue des ministres et des dirigeants d'organisations intergouvernementales, les délégués sont passés du mode technique au mode politique. Les allocutions d'ouverture ont parfois été vibrantes et émotives. L'Inde, hôte de la CdP, a exprimé son engagement à rehausser le niveau d'ambition. Certains se sont toutefois demandés si les ministres allaient trouver l'occasion de se rencontrer informellement pour discuter d'un signal ou déclaration efficace à faire émerger de New Delhi. Entretemps, les négociations des groupes de contact se sont ralenties, ce qui tend à indiquer que l'accent a été mis sur le soutien et le conseil aux ministres et autres hauts représentants dans les différentes sessions des tables rondes parallèles, tout au long de l'après-midi. Au sujet des discussions des tables rondes, certains ont estimé que les débats reflètent une certaine volonté de prendre des mesures plus poussées à la CdP 25 de la CCNUCC, au Chili.